



Munich Personal RePEc Archive

Direct and Indirect Impact of Corruption on Foreign Trade in Tunisia: Descriptive Study

Othmani, Abdelhafidh and Bakari, Sayef and Slimani, Slah

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis (FSEGT),
Université de Tunis El Manar Tunisie

May 2015

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/80926/>

MPRA Paper No. 80926, posted 22 Aug 2017 01:29 UTC

Impact Direct et Indirect de la Corruption sur le Commerce Extérieur en Tunisie : Etude Descriptive

Abdelhafidh Othmani¹, Sayef Bakari², Slah Slimani³

¹Département des sciences économiques, L'IFE, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis (FSEGT), Université de Tunis El Manar Tunisie. hafedh.othmani@yahoo.fr

²Département des sciences économiques, LIEI, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Tunis (FSEGT), Université de Tunis El Manar Tunisie. Bakari.sayef@yahoo.fr

³ Département des sciences économiques, LIEI, Faculté des Sciences Economiques et de gestion de Tunis (FSEGT), Université de Tunis El Manar Tunisie. slimani.s2014@gmail.com

Résumé

Cet article essaye de donner une étude descriptive de la variation du commerce extérieur Tunisien suivie d'une variation de la qualité institutionnelle mesurée par l'indice de perception de la corruption durant la période 1999-2012. On résulte que la corruption affecte le commerce extérieur Tunisien, on a constaté plus précisément que le choix des partenaires commerciaux oriente les degrés de la corruption conjugués.

Mots clés : corruption, commerce extérieur, Tunisie, étude descriptive

Abstract

This article attempts to give a descriptive study of the variation in Tunisian foreign trade followed by a change in the institutional quality measured by the perception index of corruption during the period 1999-2012. As a result, corruption affects Tunisia's foreign trade, and it has been found that the choice of trading partners guides the degree of corruption combined.

Keywords: corruption, foreign trade, Tunisia, descriptive study

I. Introduction

La qualité de la gouvernance se présente sous plusieurs aspects pris en compte par les indicateurs de Kaufmann (1997) tels que l'état de droit, la sécurité, la qualité des institutions le niveau de la corruption. Celles-ci peuvent exercer des effets plus ou moins directs sur la corruption. « *International Transparency* » est une organisation non gouvernementale, créée par Peter, Eigen (1993), ancien employé de la Banque mondiale, soucieuse d'améliorer la prise en compte de la corruption dans l'allocation de l'aide au développement. À la nomination de Wolfensohn (1996), à la tête de la Banque mondiale, un partenariat a été établi avec « *International Transparency* » (IT) pour mettre en place un programme commun de lutte contre la corruption. Un indice été alors élaboré pour mesurer le poids de la corruption dans un pays à travers l'idée que s'en font notamment les entrepreneurs nationaux et étrangers. L'indice de perception de la corruption (Corruption Perceptions Index) répond donc à cet objectif. Il renseigne sur l'état de la corruption dans plus de 150 pays et tout comme l'ICRG, il jouit d'une notoriété considérable. « *International Transparency* » définit la corruption comme « l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel. » Cette association décrit également le champ couvert par son indicateur : « Les sondages utilisés pour établir l'IPC posent des questions en rapport avec l'abus d'un pouvoir officiel dans un intérêt personnel (par exemple, la corruption d'agents publics, les pots-de-vin dans le cadre de marchés publics, le détournement des fonds publics) ou des questions qui sondent la fermeté des politiques de lutte contre la corruption, incluant de ce fait la corruption administrative et la corruption politique. ». Sa construction repose sur une quinzaine d'enquêtes, 13 sources en 2008, tirées de 11 institutions indépendantes. Chaque source produit un classement pour chaque pays, les classements ainsi réalisés sont ensuite compilés en utilisant la méthode de comparaison des percentiles (Matching percentil technic) qui permet l'estimation de paramètres d'une distribution. Une valeur moyenne de classement de chaque pays est ainsi obtenue. Contrairement à l'ICRG, « *International Transparency* » fournit un intervalle de confiance ainsi que le nombre de sources utilisées pour chaque cas. Le résultat de l'IPC pour chaque pays est un nombre compris entre 0 et 10, 10 correspondant au pays perçu comme étant le moins corrompu. Les contraintes liées à cet indice sont les mêmes que celles qui touchent les indicateurs de perception. Elles concernent l'homogénéité des sources et la fiabilité des comparaisons inter temporelles. Dans son ouvrage les indicateurs de gouvernance, usages et abus, l'OCDE soulignent ces limites : « Les pays pour lesquels on ne dispose pas d'au moins trois enquêtes ou évaluations sont exclus ; ce qui signifie que de

nombreux pays, certains parmi les plus corrompus du monde ne sont pas notés faute de données de perception ». « Avec le temps et parce que les personnes interrogées différents, tout comme, parfois, les méthodes utilisées pour construire l'IPC, le changement de résultat d'un pays peut d'avantage tenir à ce que différents points de vue ont été recueillis et différentes questions posées qu'un changement de la réalité de la corruption dans les pays ». Il n'en demeure pas moins que l'indice de perception de la corruption reste l'indicateur privilégié pour appréhender la corruption. Les limites que nous décrivons sont, bien souvent, inhérentes à la mesure de la Gouvernance et à l'utilisation des indicateurs de perception qu'elle nécessite. Une fois que l'un ou plusieurs des piliers de la bonne gouvernance ne sont pas respectés, sa qualité est mise en mal. Quand l'exercice du pouvoir se fait pour des profits personnels autres que celui du peuple, avec une mauvaise gestion des affaires d'un État sur le plan économique social et politique, on parle de mauvaise gouvernance. Le plus souvent la mauvaise gouvernance est expliquée par la corruption. Cependant la corruption n'est qu'un effet ou un symptôme d'une mauvaise gouvernance qui est un mode de fonctionnement d'un système. La corruption est définie comme un acte qui va à l'encontre de l'intérêt public au profit d'un intérêt privé. Dans ce contexte la transparence, l'équité sociale, responsabilité et l'intégrité sont des valeurs qui sont mises à mal. La mauvaise gouvernance et la corruption ont une caractéristique commune, les deux notions expriment une déviation des normes de comportements, tandis que la mauvaise gouvernance se réfère au fonctionnement du système, la corruption désigne alors un faux comportement individuel ». En se basant a une étude descriptive de l'évolution du commerce extérieur Tunisien proportionnellement aux variations des degrés du corruption nationales et des pays partenaires on cherche à savoir l'influence des degrés de corruptions combinés sur le commerce extérieur Tunisien d'autre terme le choix du partenaire le moins de degré de corruption n'affecte pas la tendance du commerce extérieur Tunisienne le comparant avec le partenaire de haut degré de corruption.

II. Revues de littérature théoriques

Il existe une abondante littérature sur l'influence du cadre institutionnel c'est-à-dire les effets de la gouvernance sur l'activité économique, allant de [Mauro \(1995\)](#) et [Knack et Keefer \(1995\)](#). Le consensus général est qu'une pauvre structure institutionnelle, caractérisée par la Corruption bureaucratique, a un impact négatif sur la croissance économique et conduit à un niveau inférieur de développement [Rodrik and all \(2004\)](#). Les études empiriques sur

l'influence de la corruption sur la performance économique donnent des résultats mitigés. Alors qu'il est communément perçu que la corruption affecte le niveau de vie d'un pays ; un certain nombre d'études de « cross section » ont trouvé un impact positif, voir notamment [Méon \(2008\)](#), [Aidt and all \(2008\)](#), [Méndez et Sepúlveda \(2006\)](#) et [Egger et Winner \(2005\)](#).

❖ Effet direct de la qualité de gouvernance sur le commerce international

La qualité de la gouvernance se présente sous plusieurs aspects pris en compte par les Indicateurs de Kaufman tels que l'état de droit, la sécurité, la qualité des institutions le niveau de la corruption. Celles-ci peuvent exercer des effets plus ou moins directs sur la corruption.

Commerce international et qualité des institutions

[Huntingdon \(1968\)](#), [Leff \(1964\)](#) et [Liu \(1985\)](#) ont signalé un argument différent qui consiste à avancer que les « pots-de-vin » peuvent jouer un rôle positif sur la promotion du développement des entreprises. Par contre, [Kaufmann et Wei \(1999\)](#) ont suggéré que les entreprises qui versent beaucoup de « pots-de-vin » perdent plus de temps avec les bureaucrates que celles qui ne pratiquent pas la corruption. En effet, une entreprise versant des « pots-de-vin » à une administration par exemple pour obtenir des autorisations, ne tire pas obligatoirement un gain. Au contraire, la corruption administrative en Ouganda réduit la propension des entreprises à investir, à croître et à exporter selon [Fisman et Svensson, \(1999\)](#).

[Hellman et al \(2000\)](#) ont établi que la croissance et le taux d'investissement des entreprises sont plus faibles dans les économies en transition pratiquant une grande corruption.

Ainsi, une enquête faite sur les économies en transition pour saisir la relation entre l'influence politique, les performances des entreprises et la grande corruption (spécialement l'accaparement de l'État), a montré que ces entreprises qui monopolisent l'État autrement dit en achetant des lois, des décrets présidentiels et l'influence des banques centrales ont attiré des profits de court terme. Cependant, ces actions ont procréé des effets néfastes sur le développement du reste du secteur privé en lui pesant un coût indirect important. Enfin, et malgré ces effets pervers, certains pensent que la corruption n'est pas vraiment un « problème » puisqu'elle produit des avantages économiques et permet de prévenir et contourner l'inefficacité de la bureaucratie. Mais, abordant cette question sous différents endroits, plusieurs institutions internationales se préoccupent de mettre en place des politiques et des stratégies « anticorruptions » afin d'éliminer la corruption ou au moins de réduire leur coût exponentiel. En effet, connaître la nature de la relation entre corruptions et croissance

économique permet de mieux cibler les politiques économiques pour une option résolue dans la marche vers le développement durable.

Le commerce international et l'incertitude liée à la corruption (degré d'imprévisibilité de corruption)

L'incertitude associée à la corruption est chaotique, arbitraire et réduit davantage les échanges internationaux, Bügel(2010), Herrera et al. (2003), Mauro (1998), Myint (2000), Shleifer et Vishny (1993). Si la corruption est organisée et prévisible, les hommes d'affaires savent à l'avance la quantité de pots-de-vin et de service rendu. En revanche, dans un système non organisé de corruption, les hommes d'affaires sont moins certains sur les services offerts et la fréquence de corruption. Les commerçants qui traitent avec les pays à faible revenu sont souvent incertains lorsqu'ils traitent avec les douanes, car ils ne peuvent pas anticiper les demandes de pots-de-vin selon Cunningham (1996), cité par Finger et Schuler (1999), p. 7. Ils doivent donc prendre des mesures supplémentaires, telles que la prise de quantités suffisantes d'argent avec eux au cas où ils doivent corrompre de nombreux fonctionnaires, et consacrer du temps à des négociations sur les conditions de la transaction illicite. Si les hommes d'affaires ont une aversion au risque, ils peuvent choisir de ne pas faire des affaires dans un pays avec un tel système. Pour résumer, la corruption pourrait réduire le volume du commerce international, si la qualité du mécanisme douanière est faible et la structure tarifaire complexe. L'incertitude sur le processus de corruption, cependant, renforce les arguments en faveur d'un effet négatif et chaotique de la corruption sur le commerce.

❖ Effet indirect de la qualité de gouvernance sur le commerce international

Le Canal des investissements directe étrangères (IDE)

Les investissements directs à l'étranger ou IDE, sont les mouvements internationaux de capitaux conçus en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger et d'exercer le contrôle significatif sur la gestion d'une entreprise étrangère. Les IDE recouvrent aussi bien les créations à l'étranger de filiales que les fusions-acquisitions des entreprises ou les autres relations financières (rets et emprunts). Les IDE sont à l'origine de la multinationalisation. Certaines entreprises peuvent par le biais de la corruption acheter facilement les licences, contourner le système administration pour éviter les lourdeurs autocratiques. Si toutefois ils ont une plus grande facilité dans la création et la gestion fiscale, ces pays corrompus peuvent attirer des investisseurs, créer des industries et favoriser

l'exportation et accroître le flux commercial. Par le biais de la réduction des coûts d'exploitation et la conquête de nouveaux marchés. [Egger et Winner \(2005\)](#) et [Sena et Martianova \(2008\)](#) rapportent des preuves que la corruption pourrait encourager les IDE.

Néanmoins, une plus grande corruption contribue à détruire la croissance, du fait qu'elle diminue les encouragements à l'investissement surtout domestique et étranger. Ainsi, [Wei \(1997\)](#), à travers les investissements directs étrangers bilatéraux au début des années 1990 de quatorze pays sources vers quarante-et-un pays hôtes, a montré que la corruption décourage l'investissement, étant donné que les entrepreneurs locaux et étrangers sont forcés de verser des « pots-de-vin » avant de pouvoir commencer leurs activités sur le marché et installer leurs entreprises. Dans ce cas, [Mauro \(1996\)](#) montre que la corruption réduit la croissance économique à travers la diminution de l'investissement privé qui représente un tiers des effets négatifs globaux de la corruption. Pour diminuer l'ampleur de ce phénomène, plusieurs pays minés par la corruption proposent des mesures d'allègement fiscal pour séduire les multinationales et encourager les investisseurs étrangers sans demander des incitations fiscales.

Le canal de la fiscalité

La corruption joue un effet négatif et durable sur le volume de recette fiscale. Les contribuables usent de la fraude pour échapper au moins partiellement à leurs obligations fiscales. La fraude a donc pour effet initial un transfert des ressources publiques vers des agents privés. Elle affecte la distribution de la charge fiscale dans la mesure où l'État pour parvenir à un niveau de recettes fiscales donné accroît la pression fiscale sur d'autres catégories de contribuables. La fiscalité peut ainsi devenir particulièrement régressive dès lors que certains impôts sont souvent mal collectés sur les contribuables les plus favorisés et aussi que les pauvres supportent l'essentiel de l'incidence fiscale de la fraude, [Hendricks, et coll. \(1999\)](#). Enfin, la fraude peut empêcher l'État d'atteindre son objectif de recettes fiscales et être contraint à réduire ses dépenses. Si l'arbitrage budgétaire concerne des dépenses bénéficiant aux plus pauvres, la fraude exerce encore un effet régressif. Non seulement la fraude agit sur le niveau des recettes publiques sur la distribution de la charge fiscale, mais elle modifie aussi la structure des recettes fiscales : certaines catégories d'impôts sont plus vulnérables à la fraude en raison de procédures administratives spécifiques [Tanzi, \(1998\)](#) ; [Tanzi et Davoodi, \(2000\)](#), de dispositions et réglementations complexes, de pouvoirs discrétionnaires des administrations [Chu, \(1990\)](#), de défaillances institutionnelles, etc. La fraude porte donc le risque de rendre l'impôt injuste ([Shleifer and Vishny, \(1993\)](#) ; [Asher, \(2001\)](#)) et d'en abaisser

le rendement budgétaire, [Hendriks, Keen et Muthoo, \(1999\)](#). Dans tout système fiscal, même en l'absence de corruption, en raison des difficultés de supervision et de contrôle, la fraude est inévitable. Cependant, le contribuable en court le risque d'être sanctionné ; ce qui limitera sa propension à frauder et donc l'impact de la fraude sur les caractéristiques du prélèvement fiscal. Ainsi, il s'ensuit une modification de la structure des dépenses publiques et une diminution des aides et des subventions aux petites et moyennes entreprises. [Klitgard \(1988\)](#) et [Rose-Ackerman \(1989\)](#) en se penchant sur l'étude de l'économie de la corruption ont mis l'accent sur la relation entre la corruption et l'affectation des fonds publics. De leur côté [Tanzi et Davoodi \(1997\)](#) ont estimé que la corruption favorise les investissements improductifs, puisqu'elle a erroné la composition des dépenses publiques en les déviant à l'acquisition de matériel qui diminue la productivité des investissements publics surtout par l'abaissement de la qualité des infrastructures et des services publics. L'accroissement du coût des biens et service ce qui conduit à une détérioration de la qualité de tout service et de toute production sous contrôle de l'État. Dans un régime corrompu, les individus se procurent à la recherche de rentes plutôt qu'à des activités productives en modifiant l'organisation des dépenses publiques. Par ailleurs, la corruption détourne les dépenses publiques des programmes sociaux avec pour résultat la négligence des services d'éducation, de santé et sociaux. L'impact est encore plus sérieux parmi les groupes marginalisés, les femmes et les enfants. [Mauro \(1998\)](#) et [Gupta et al \(2000\)](#) ont prouvé aussi que la corruption réduit la part des dépenses d'éducation et de santé dans le PIB et qu'elle accroît celle des dépenses militaires.

Le Canal de la croissance

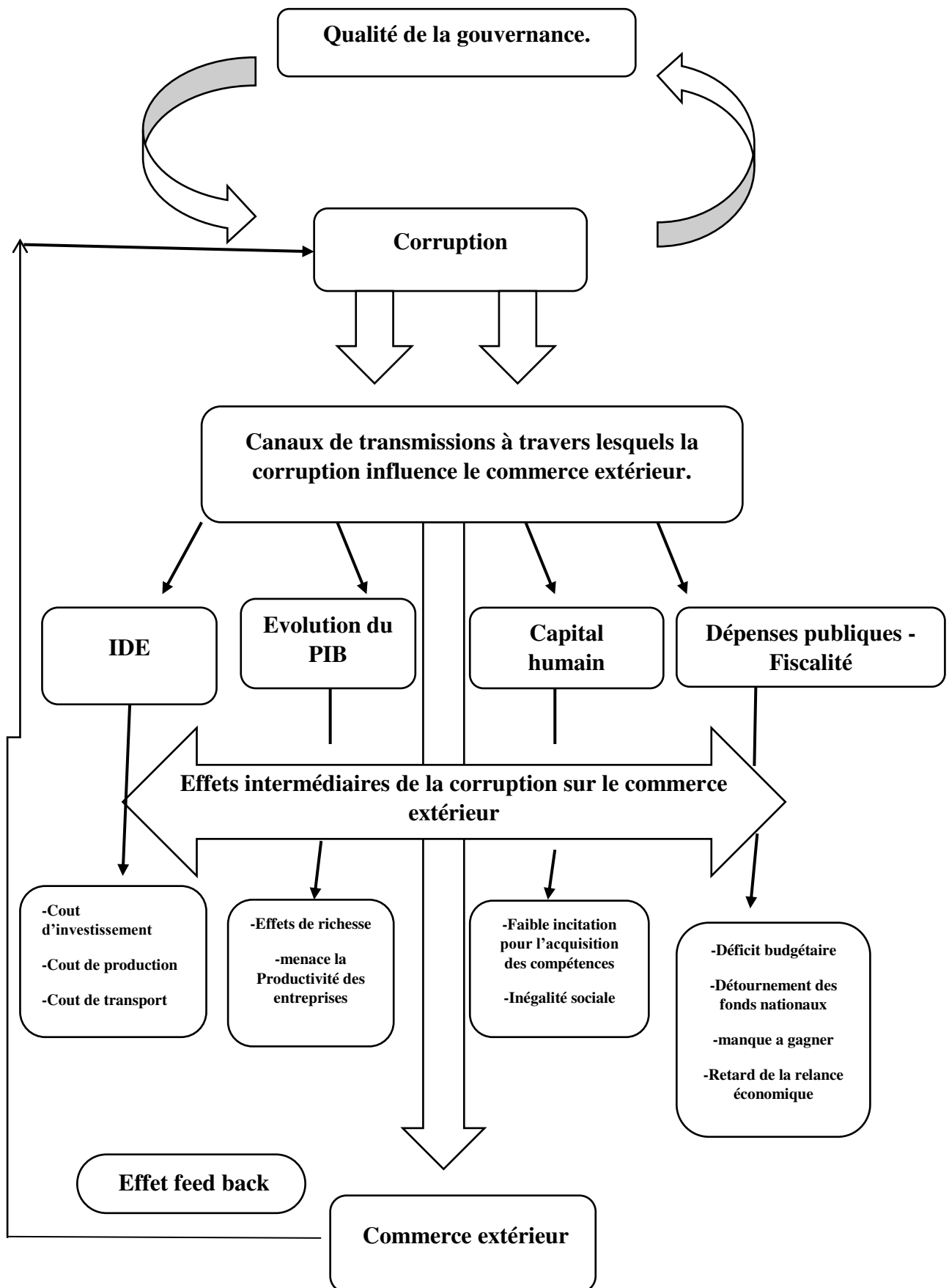
Que dire d'un pays en plein boom économique ? Il est indéniable qu'un pays en pleine croissance est caractérisé par un flux commercial intense. Les pays d'Asie du Sud-Est (les Dragons et les tigres) nous offrent une illustration parfaite. Dans les années avant la crise (1996-1997) avec une croissance à deux chiffres, ces pays enregistraient des flux commerciaux intenses malgré un taux d'indice de perception de la corruption (**ipc**) inférieure à cinq. Mais l'effet inverse peut se produire dans certains pays. La plupart des pays d'Afrique qui ont une qualité de gouvernance médiocre favorable à la corruption enregistrent une croissance faible qui impacte sur le commerce extérieur.

Le canal du capital humain

Le capital humain est l'ensemble des talents des aptitudes, expériences, qualifications, accumulées par un individu et qui déterminent en partie sa capacité à travailler ou à produire

pour lui-même ou pour les autres. La corruption maintient et entraîne des effets immenses sur la pauvreté ; en fait, elle assure la mise en place d'une politique qui fausse la distribution du revenu et détourne les ressources. En outre, les pauvres n'ont plus qu'un accès limité aux services sociaux tels que la santé et l'éducation qui est expliqué par la présence d'un taux de mortalité infantile trop élevé et par une espérance de vie puis d'un taux d'alphabétisation plus faible, [Kaufman et al \(1999 b\)](#). En plus, dans le cadre des projets d'aide aux pauvres, cette corruption fausse les investissements d'infrastructure, du fait de la déviation vers les petites entreprises de micro finance pour lutter contre la pauvreté. De leur part, [Gupta et al \(1998\)](#) ont affirmé que la corruption aboutit à l'accroissement des inégalités et de la pauvreté par des instruments tels que la réduction de la croissance, des impôts dégressifs, une élection moins efficace des objectifs des programmes sociaux, un accès disparate à l'éducation, des politiques favorisant la répartition injuste des actifs, une diminution des dépenses sociales et une augmentation des risques lourds sur les pauvres. Les relations de causes à effet entre la gouvernance et le commerce extérieur en général sont résumées sur la figure ci-dessous.

Schéma descriptive des effets de la corruption sur le commerce extérieur



III. Etude descriptive

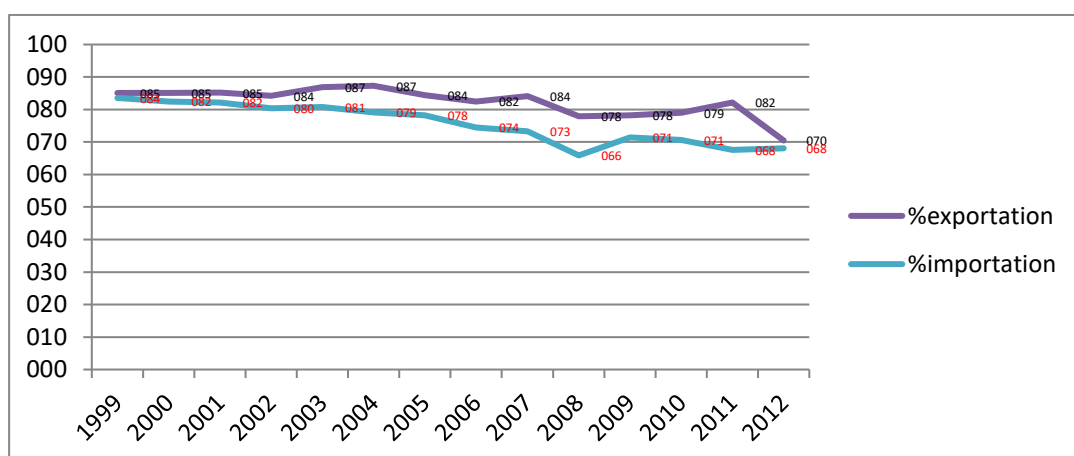
❖ Généralité sur le commerce extérieur tunisien

La libéralisation, la diversification de la base exportatrice et la diversification des partenaires constituent des piliers fondamentaux de la politique extérieure tunisienne. En effet depuis le début des années 90, la Tunisie a choisi de s'insérer dans l'économie mondiale caractérisée par une forte intégration. Celle-ci s'est traduite par la libéralisation graduelle de son commerce extérieur et de la mise en place de zones de libre-échange certains pays. De nos jours, des accords commerciaux lient à 50 pays de la région, constituant plus de 800 millions de consommateurs selon le ministère du commerce et de l'artisanat tunisien. Ainsi, cet environnement institutionnel et économique fait du pays un paysage favorable aux investisseurs étrangers et nationaux, tout en prenant en compte les facteurs de contiguïté du marché européen et de la stabilité sociopolitique. Cette libéralisation continue, malgré les crises internationales et les risques de contagion, avec la négociation de nouveaux accords commerciaux et aussi avec la libéralisation du secteur des produits agricoles et agroalimentaires et des services. La Tunisie a commencé un programme de diversification des partenaires commerciaux. Elle est en train de développer les échanges avec les pays nordiques, les pays d'Europe centrale et orientale, avec la zone arabe de libre-échange et notamment avec l'Afrique.

❖ Analyse descriptive des indicateurs commerciaux et de la qualité de gouvernance tunisienne

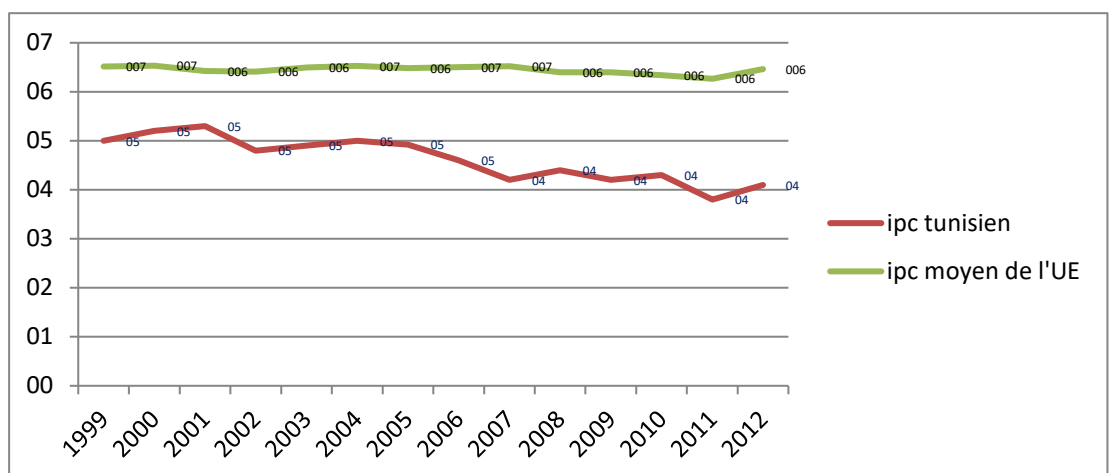
Comparaison des échanges avec l'UE et des niveaux de corruption

Graphique 1 : évolution du commerce extérieur tunisien envers l'UE durant la période 1999-2012



1 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de CNUCED

Graphique 2 : Évolution de l'indice de perception de corruption domestique et étranger (UE) durant la période 1999-2012



Durant les vingt dernières années ont été marquées par une croissance remarquable et forte des exportations vers de l'Europe, suite à des accords multilatéraux avec l'Union européenne (UE). À l'instar de certains pays magrébins, la Tunisie a bénéficié de facilités de commerce avec l'Europe, constituant la contrepartie de traitements préférentiels appliqués aux importations en provenance de l'Europe. Depuis plus de 10 ans plus de $\frac{3}{4}$ de l'exportation tunisienne vont vers l'UE. Les exportations ont atteint leur point culminant en 2004 avec 87.31 %. Mais depuis 2005 les exportations sont en baisse et atteint pourcentage de 70.47 % en 2012. Il en va de même pour les importations qui ont subi une baisse depuis 1999 où elle se situait à un taux de 83.57 %. En 2012 ce taux est de 70.47 %. Cette tendance à la baisse des taux d'importations et d'exportation va de pair avec une diminution de l'ipc en Tunisie et une stagnation de l'ipc dans la zone euro. Compte tenu de l'importance du commerce extérieur dans l'activité économique, la Tunisie a choisi de mieux diversifier sa base exportatrice, avec une option pour les secteurs à haute valeur ajoutée et à forte composante de savoir-faire. En effet La présence d'une main d'œuvre qualifiée et une richesse en ressources humaines parmi les secteurs visés l'industrie aéronautique électrique, et l'industrie mécanique, les services, l'huile d'olive emballée figurent en première ligne.

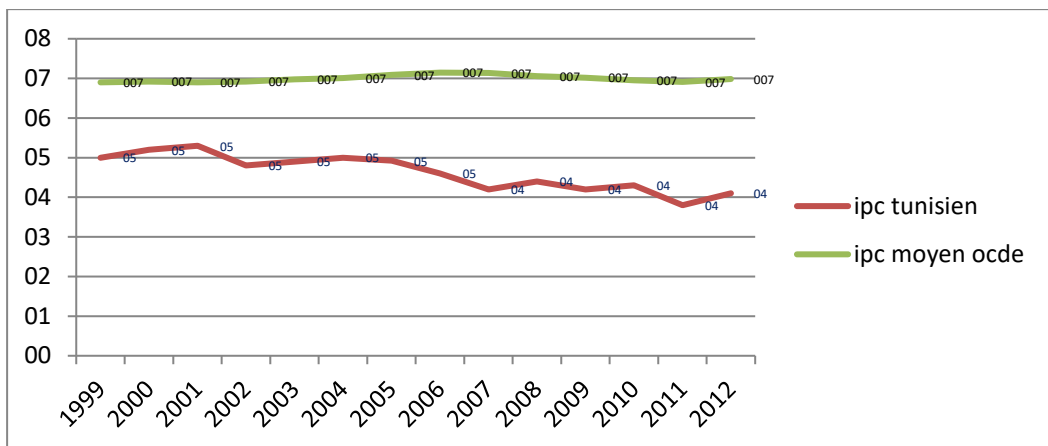
² Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de TI

Comparaison des échanges avec L'OCDE et des niveaux de corruption

Graphique 3 : Évolution du commerce extérieur tunisien envers l'OCDE durant la période 1999-2012



Graphique 4 : Évolution de l'indice de perception de corruption domestique et étranger (OCDE) durant la période 1999-2012



L'analyse faite sur l'UE est presque similaire à celle de l'OCDE ; car la plupart des pays de l'OCDE appartiennent à l'UE.

3 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de CNUCED

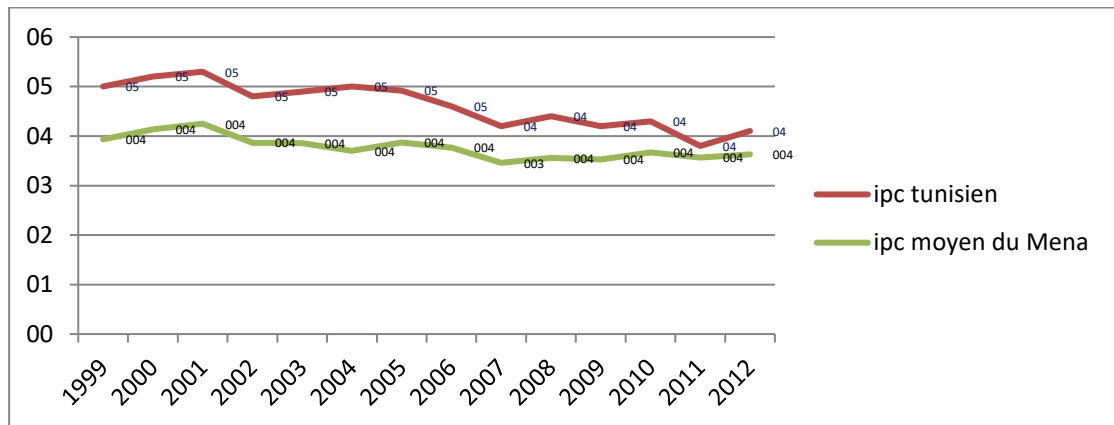
4 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de TI

Comparaison des échanges avec LE MENA et des niveaux de corruption

Graphique 5 : Évolution du commerce extérieur tunisien envers MENA durant la période 1999-2012



Graphique 6 : Évolution de l'indice de perception de corruption domestique et étranger (MENA) durant la période 1999-2012



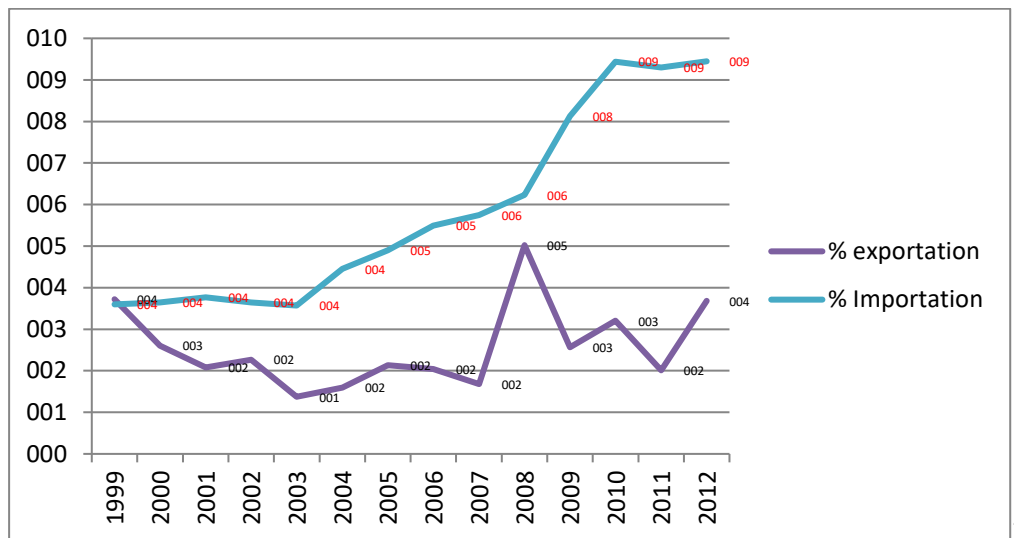
Aussi paradoxale que cela puisse, le graphique ci-dessus montre que la Tunisie commerce moins avec le MENA qu'avec l'UE. Le volume des exportations excède celui de l'importation. La part des exportations a atteint un point culminant 15.31 % des exportations totales, alors que ce pourcentage est de 7.46 en 1999. Les importations ont suivi cette tendance avec de 5.45 % en 1999 pour atteindre 9.68 % en 2012. Cependant la corruption en Tunisie est plus basse que la moyenne de la corruption dans le Mena.

5 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de CNUCED

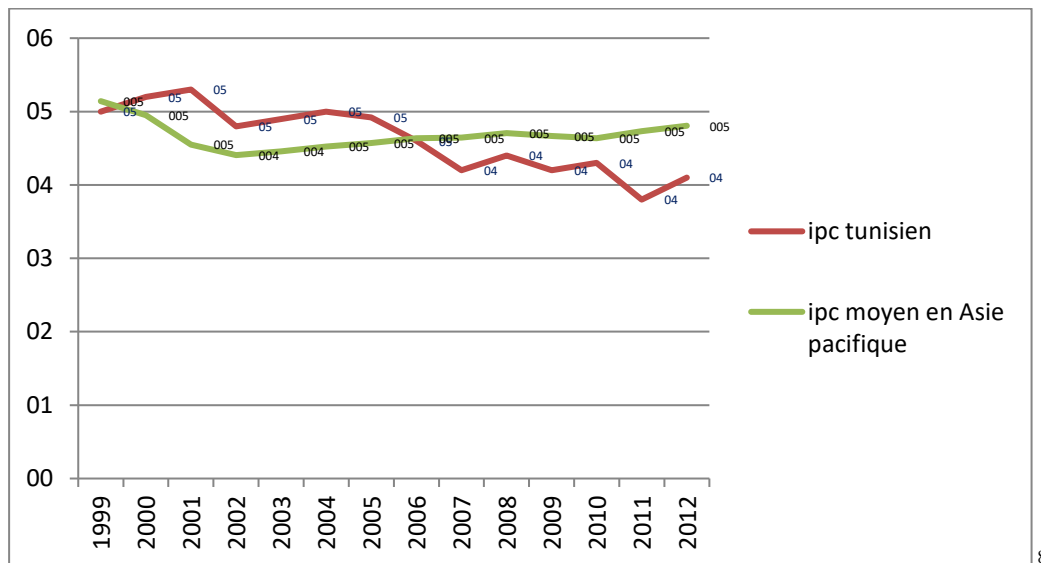
6 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de TI

Comparaison des échanges avec L'Asie Pacifique et des niveaux de corruption

Graphique 7 : Évolution du commerce extérieur tunisien envers l'Asie Pacifique durant la période 1999-2012



Graphique 8 : Évolution de l'indice de perception de corruption domestique et étranger (Asie Pacifique) durant la période 1999-2012



Dans les pays d'Asie Pacifique, la Tunisie a bénéficié d'un rapport commercial non avantageux dans la mesure où les importations ont subi un bond depuis 2003 passant de 3.57 à 9.45 % en 2012. Tandis que les exportations sur la période d'étude 1999-2012 n'excèdent pas à 5 %. À partir de 2005 la corruption s'est dégradée par rapport à celle d'Asie pacifique.

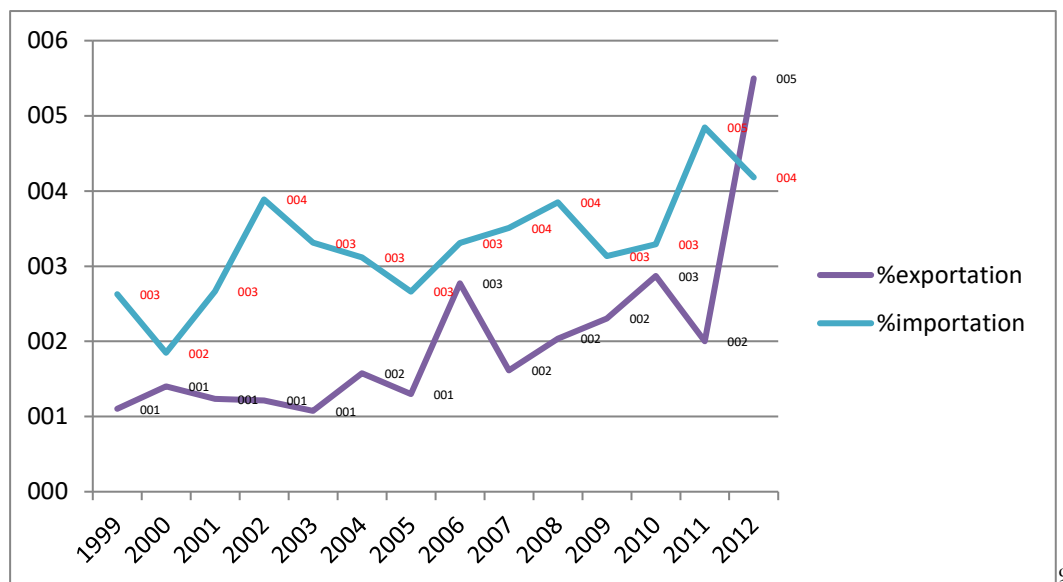
7 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de CNUCED

8 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de TI

Cette dégradation justifie-t-elle un impact négatif sur le commerce extérieur tunisien vers cette zone ?

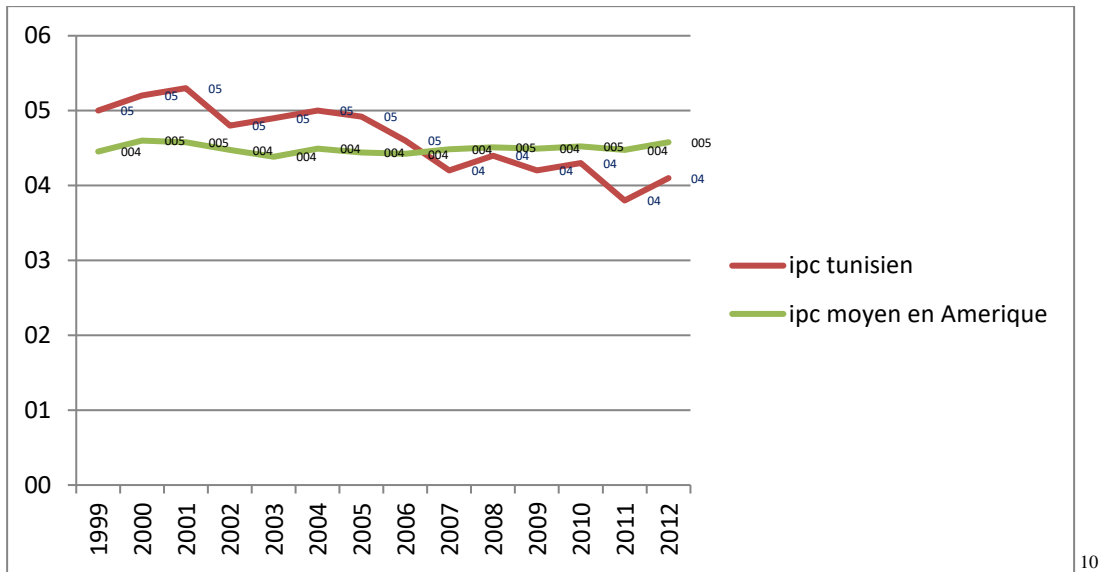
Comparaison des échanges avec l'Amérique et des niveaux de corruption

Graphique 9 : Évolution du commerce extérieur tunisien envers l'Amérique durant la période 1999-2012



Graphique 10 : Évolution de l'indice de perception de corruption domestique et étranger (Amérique) durant la période 1999-2012

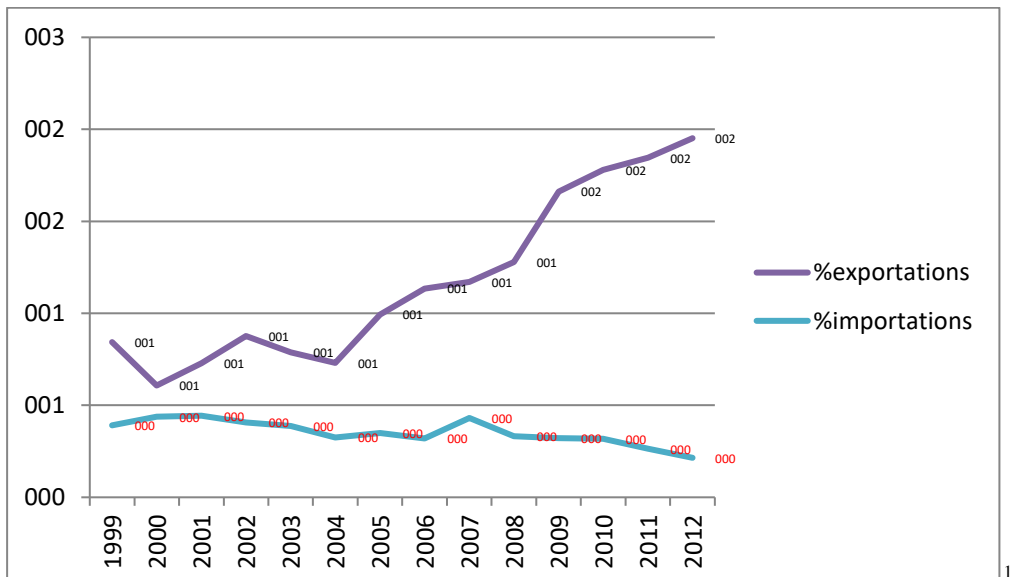
9 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de CNUCED



Le pourcentage des importations des pays d'Amérique vers la Tunisie est bas par rapport à celui des exportations. Cependant, la part des exportations a augmenté passant 2.00 % en 2011 à 5.50 % en 2012. Or l'IPC en Tunisie est un peu moins bas que la moyenne depuis 2006.

Comparaison des échanges avec l'Afrique subsaharienne et les niveaux de corruption

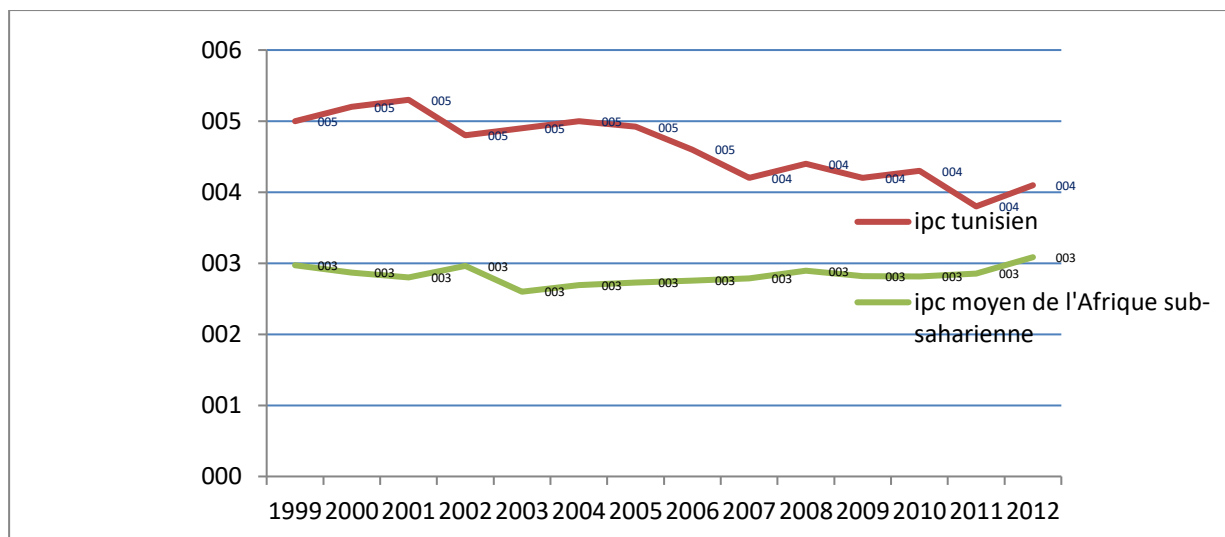
Graphique 11 : Évolution du commerce extérieur tunisien envers l'Afrique Subsaharienne durant la période 1999-2012



10 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de TI

11 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de CNUCED

Graphique 12 : Évolution de l'indice de perception de corruption domestique et étranger (Afrique Subsaharienne) durant la période 1999-2012

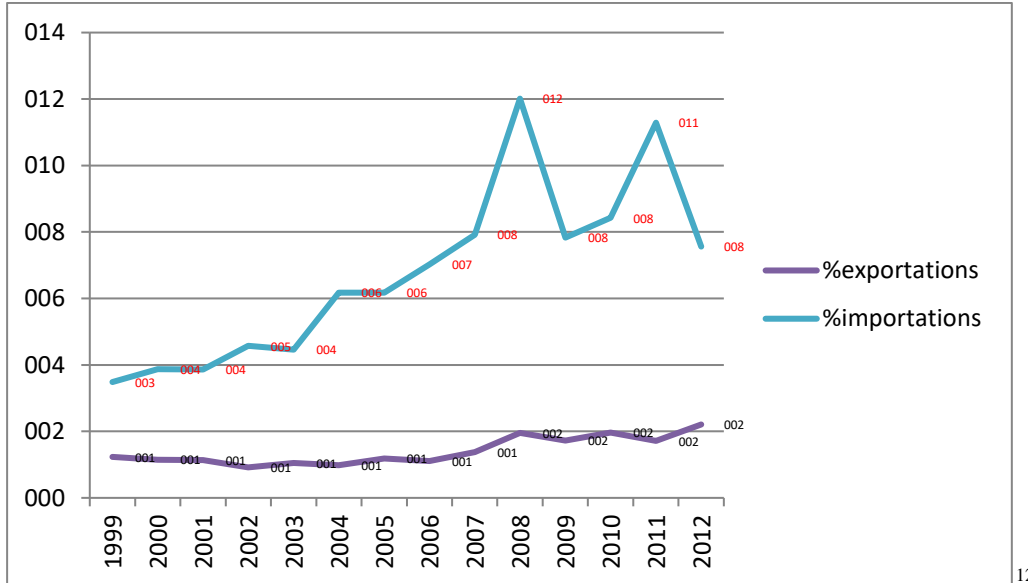


Le graphique ci-dessus montre l'évolution des exportations de la Tunisie en direction de L'Afrique subsaharienne. Les échanges entre la Tunisie et l'Afrique subsahariennes sont extrêmement négligeables comparativement à ceux observés dans l'OCDE. Les statistiques montrent une croissance progressive, mais négligeable des exportations et des marchandises. Les exportations ont évolué passant de 0.84 % en 1999 à 1.95 % en 2012. Tandis que les importations ont diminué passant de 0.44 % en 2001 à 0.21 % en 2012.

La corruption a atteint un niveau inégal par rapport aux autres zones. Le niveau de corruption a-t-il un impact sur ces échanges ? En théorie, nous pouvons l'affirmer dans la mesure où les mauvaises qualités des institutions constituent une barrière aux échanges.

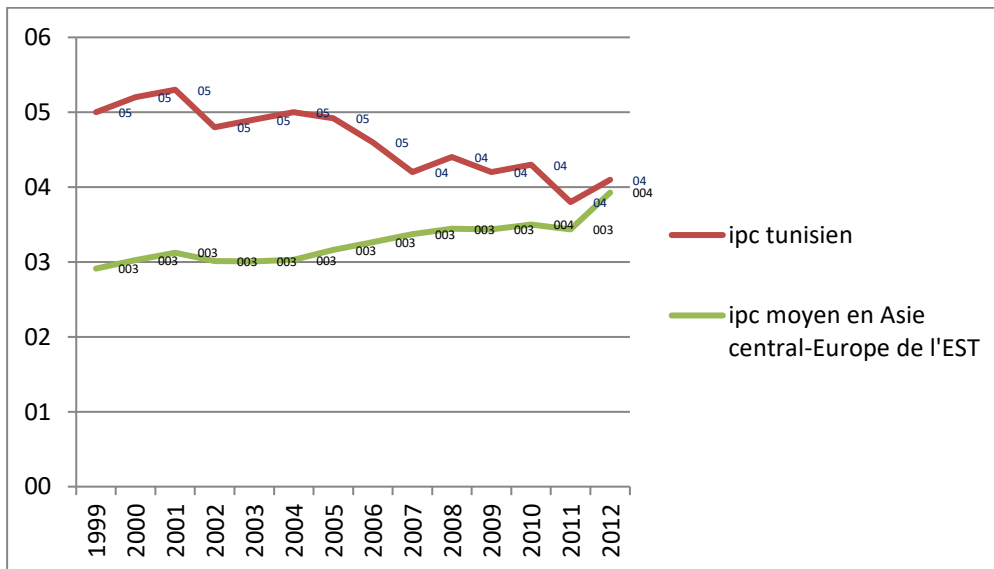
Comparaison des échanges avec Asie centrale-Europe de l'EST et des niveaux de corruption

Graphique 13 : Évolution du commerce extérieur tunisien envers l'Asie Central et l'Europe de l'Est durant la période 1999-2012



12

Graphique 14 : Évolution de l'indice de perception de corruption domestique et étranger (Asie Central et l'Europe de l'Est) durant la période 1999-2012



13

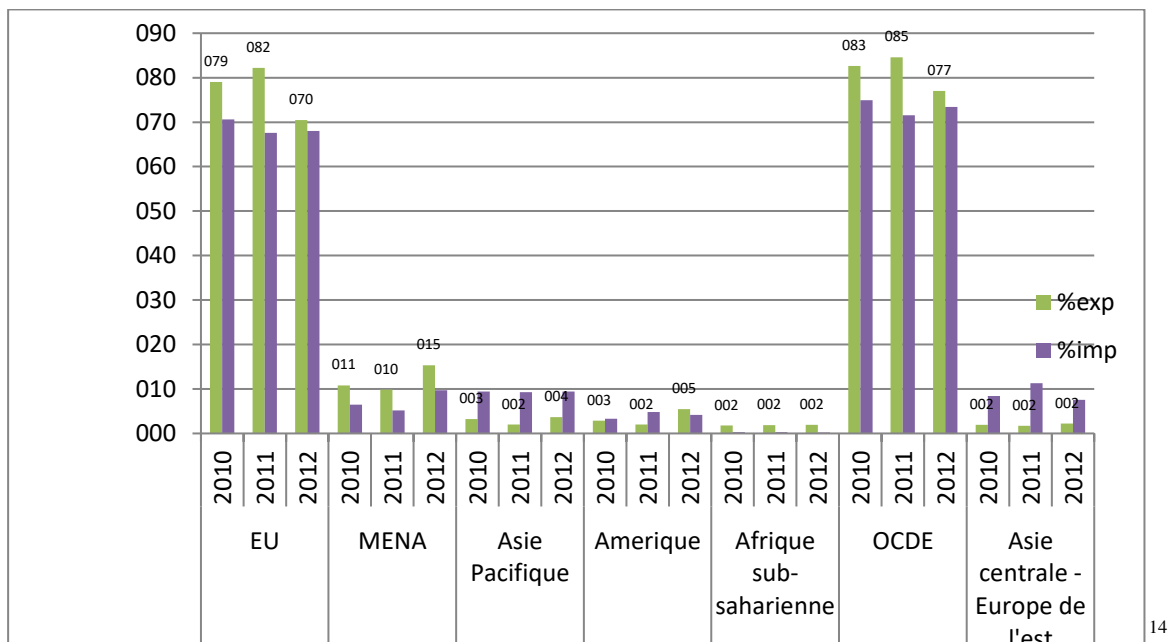
12 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de CNUCED

13 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de TI

Dans cette zone, les parts des exportations vers ces pays sont très faibles par rapport aux Importations. Cependant la corruption est moins élevée en Tunisie qu'en Asie centrale-Europe de L'EST.

Histogramme des pourcentages des exportations et importations tunisiennes suivant les zones sur une période de trois ans

Graphique 15 : Histogramme des pourcentages des exportations et importations tunisiennes suivant les zones sur une période de trois ans

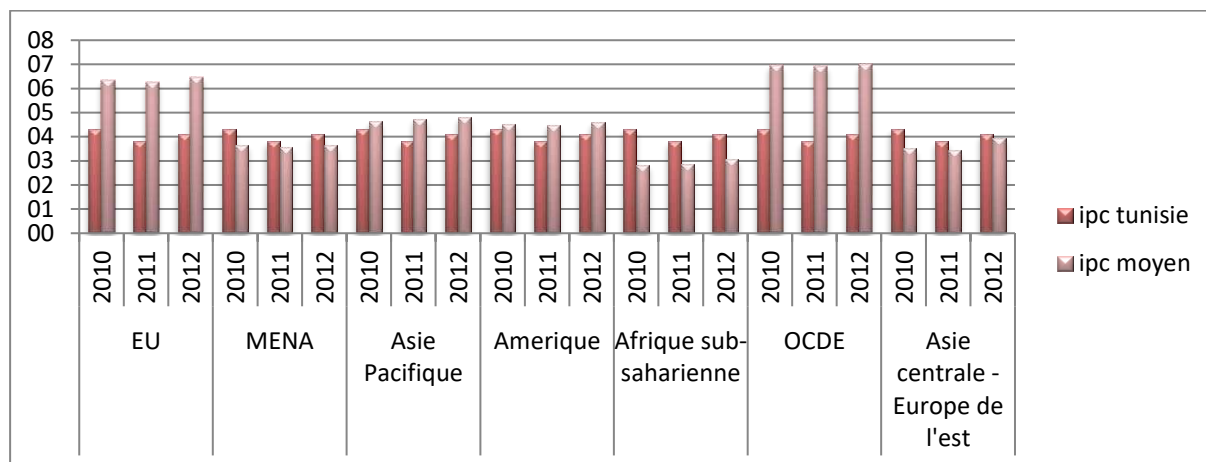


L'histogramme ci-dessus traduit l'importance des échanges commerciaux avec les zones commerciales. Sur les trois dernières années, la Tunisie a privilégié ses échanges avec l'UE, même si les pays enregistrent une bonne qualité de gouvernance.

14 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de CNUCED

Comparaison de l'ipc en Tunisie et de celui de chaque zone commerciale tunisienne sur une période de trois ans

Graphique 16 : Comparaison de l'ipc en Tunisie et de celui de chaque zone commerciale tunisienne sur une période de trois ans



15

On constate que la corruption en Tunisie est faible par rapport à la moyenne dans le MENA, mais importante par rapport à la moyenne en Asie Pacifique.

IV. Conclusion

L'observation des faits stylisés nous permet d'appréhender les explications objectives des variations de la croissance à travers les canaux de transmissions. Néanmoins l'ampleur de ces variations reste ambiguë. Les effets combinés de la corruption et de l'ouverture économique ou de la corruption avec la libéralisation financière restent vagues malgré quelques tentatives d'explications abstraites de certains auteurs ; mais l'influence de la corruption sur le commerce international passe par le canal des IDE, du capital humain et le canal de la croissance du PIB. Un tour d'horizon sur la situation des échanges en Tunisie avec ses partenaires et de la qualité de gouvernance a été fait. Ceci, dans le but de résumer l'évolution des différentes variables en séries chronologiques et d'y déceler d'éventuelles corrélations. Mais l'analyse descriptive n'a pas donné de résultats concluants quant au rapport entre corruption et variables de commerce extérieur. Mais elle a l'avantage de dresser une vue panoramique des échanges commerciaux et de l'État de lieux de la corruption.

15 Source : fait par l'auteur sous Microsoft Office Excel 2010 à partir des données de TI

Annexes

Les 104 pays de l'échantillon classé par zones

Tableau 1: Les 104 pays de l'échantillon classés par zones¹⁶

UE	OCDE	MENA	AMÉRIQUE	ASIE-PACIF	AFRIQUE-SUB	East Centre	EUR-ASIE
Allemagne	Allemagne	Algérie	Canada	Australie	Afrique-Sud	Albanie	
Autriche	Autriche	A-SAUDIA	Chili	Bangladesh	Angola	Azerbaïdjan	
Belgique	Belgique	Bahreïn	États-Unis	Chine	Bénin	Bosnie	
Bulgarie	Danemark	Égypte	Mexique	Chr HONG	Burkina-F	Croatie	
Chypre	Espagne	Iran	Argentine	Corée	Cameroun	Kazakhstan	
Croatie	Estonie	Iraq	Bésil	Inde	Congo	Roumanie	
Danemark	Finlande	Jordanie	Colombie	Indonésie	Cote d'Ivoire	Russie	
Espagne	France	Koweït	Costa Rica	Madagascar	Éthiopie	Turquie	
Estonie	Grèce	Liban	Équateur	Malaisie	Gambie	Ukraine	
Finlande	Hongrie	Libye	Paraguay	N-Zélande	Ghana		
France	Irlande	Maroc	Pérou	Pakistan	Kenya		
Grèce	Islande	Oman	Uruguay	Philippine	Lettonie		
Hongrie	Italie	Qatar	Venezuela	Singapour	Mali		
Irlande	Luxembourg	Syrie		Sri Lanka	Maurice		
Islande	Norvège	Yémen		Thaïlande	Mozambique		
Italie	Pays-Bas			Viet Nam	Niger		
Lettonie	Pologne				Nigéria		
Lituanie	Portugal				Sénégal		
Luxembourg	R- tchèque				Sierra-Léone		
Malte	Royaume-Uni				Soudan		
Norvège	R-Slovaque				Tanzanie		
Panama	Slovénie						
Pays-Bas	Suède						
Pologne	Suisse						
Portugal	Australie						
R- tchèque	Canada						
Royaume-Uni	Chili						
Roumanie	Corée						
R-Slovaque	États-Unis						
Slovénie	Japon						
Suède	Mexique						
Suisse	N-Zélande						
	Turquie						

¹⁶ Source : fait par l'auteur à partir des données du CNUCED (Excel 2010)

Bibliographies

Aidt, T.S., Dutta, J., Sena, V., (2008). "Governance regimes, corruption and growth: theory and evidence". *Journal of Comparative Economics* 36, 195–220.

Egger, P., Winner, H., (2005). "Evidence on corruption as an incentive for foreign direct investment". *European Journal of Political Economy* 21,932-952.

Huntington, S (1968). "Political Order in Changing Societies". New Haven: Yale U.Press.

Kaufmann, D. (1997) "Corruption: The Facts, Foreign Policy". Summer 1997, the World Bank.

Kaufmann, D and Wei, S.J (1999), "Does "Grease Money" Speed up the Wheels of Commerce?" World Bank Policy Research Paper, No.2195.Washington DC: World Bank.

Keefer, P. and Knack, S (1995), "Institutions and Economic Performance: Cross-Country Test Using Alternative Institutional Measures", *Economics and Politics*, Vol.7, No. 3, pp.207-227.

Knack, S and Keefer, P (1995). "Institutions and Economic Performance: Cross-Country Tests Using Alternative Institutional Measures" *Economics and Politics* 7:3

Mauro, P (1995). "Corruption and Growth", *Quarterly Journal of Economics* 110, Vol. 2, Issue 4, pp 681-712.

Méndez, F and Fecund, S (2006). "Corruption, Growth and Political Regimes": Cross Country Evidence" *European Journal of Political Economy*, Vol. 22, Issue 1,pp 82-98.

Méon, P.-G., Weill, L., (2008) "Is corruption an efficient grease"? *Laboratoire de Recherche en Gestion & Economie Papier no. 2008–06*, Strasbourg.

Rodrik, D et al (2004). "Institutions Rule: The Primacy of Institutions Over Geography and Integration in Economic Development". journals.kluweronline.com/issn/1381-4338/contents.

Wolfensohn ,James D (1996) Annual Meeting Address, 1 October 1996, World Bank.